

Bqe ENS Cachan –ENSAI D2
Éco-Gestion Option 1.

- Concours ENS Cachan - Economie Gestion option I
- Concours ENSAI – option économie et gestion

Session 2017

Épreuve à Options

Durée : 4 heures

Chaque candidat devra composer sur l'une des 2 options suivantes :

- Option **Dominante Economique**
- Option **Dominante Gestion**

Chaque candidat doit obligatoirement traiter le sujet qui correspond à l'option qu'il a choisie irréversiblement au moment de son inscription

Annexe 6 – Informations complémentaires de la société WAFER MADRIE

- Les écarts de conversions passives 2016 et 2015 concernent les dettes fournisseurs.
- Les écarts de conversions actives 2016 et 2015 concernent les créances clients.
- Les intérêts courus non échus s'élèvent à 3 k€ en 2016 et à 4 k€ en 2015.
- Des nouveaux emprunts d'un montant de 11 k€ ont été accordés à l'entreprise en 2016.
- Une augmentation de capital en numéraire a eu lieu en 2016.
- Les produits de cession reçus en 2016 s'élèvent à 25 k€. Ces produits concernent la cession d'une installation technique qui avait été acquise pour une valeur de 194 k€ et qui était totalement amortie au moment de sa cession.
- Aucune autre immobilisation n'a été cédée.
- Les avances et acomptes sur immobilisations présents au bilan fin 2015 pour 186 k€ ont été soldés en 2016, Une nouvelle avance sur commande d'immobilisation de 189 k€ a été payée en 2016.
- Une nouvelle subvention d'investissement a été accordée à l'entreprise en 2016.
- Aucun nouveau prêt n'a été accordé par l'entreprise au cours de l'année.
- Les autres dettes correspondent à des avances de trésorerie faites par l'actionnaire majoritaire.

Annexe 7 – Soldes intermédiaires de gestion en 2016 et 2015

Soldes intermédiaires de gestion	2016	2015
Production de l'exercice	5 302	4 950
Valeur ajoutée	3 166	2 733
Excédent brut d'exploitation	-265	-273
Résultat d'exploitation	-291	-447
Résultat courant avant impôts	-175	-363
Résultat de l'exercice	33	-236

Annexe 8 - Chiffres du secteur

CA moyen	26 465 k€ dont exportations 20 058 k€
Résultat net moyen	183 k€
Effectif moyen	93 personnes
Résultat d'exploitation moyen	-455 k€
Trésorerie moyenne	1 705 k€
Capacité d'autofinancement moyenne	2 287 k€
VA moyenne	9 078 k€
EBE moyen	954 k€
BFR moyen	3 780 k€
FRNG moyen	5 486 k€
Capacité de remboursement moyenne	1,73
Capitaux propres	16 883 k€
Résultat net / CA moyen	0,7%
VA/CA moyen	34%
EBE/ CA moyen	4%
Taux de marge brute sur autofinancement (CAF/VA)	25%

MODÈLE DE TABLEAU DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

II - Tableau de financement en compte

Variation du fonds de roulement net global	Exercice (N)		
	Besoins	Déga ment	Solde
	1	2	2 - 1
Variation « Exploitation » :			
Variation des actifs d'exploitation :			
Stocks et en-cours		5	
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et autres créances d'exploitation (a)	8		
Variation des dettes d'exploitation :			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et autres dettes d'exploitation (b)		240	
Totaux	8	245	
A. Variation nette « Exploitation » ^(a)			237
Variation « Hors exploitation » :			
Variation des autres débiteurs ^{(a) (d)}	212		
Variation des autres créditeurs ^(b)		113	
Totaux	212	113	
B. Variation nette « Hors exploitation » ^(c)			(99)
Total A + B :			138
Besoins de l'exercice en fonds de roulement			
ou			
Dégagement net de fonds de roulement dans l'exercice			
Variation « Trésorerie »			
Variation des disponibilités		75	
Variation des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		3	
Totaux		78	
C. Variation nette « Trésorerie » ^(c)			78
Variation du fonds de roulement net global.			
(Total A + B + C) :			
Emploi net			
ou			
Ressource nette			216

(a) Y compris charges constatées d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.
(b) Y compris produits constatés d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.
(c) Les montants sont assortis du signe (+) lorsque les dégagements l'emportent sur les besoins et du signe (-) dans le cas contraire.
(d) Y compris valeurs mobilières de placement.

Sujet : Le choix entre libre-échange et protectionnisme : quel impact sur la croissance (1919-1995) ?

DOMINANTE GESTION

L'utilisation de la liste des comptes du Plan Comptable Général est autorisée. Le prêt de ce document est interdit entre candidats pendant l'épreuve. L'usage de calculatrices électroniques de poche à alimentation autonome, non imprimantes et sans document d'accompagnement, est autorisé selon la circulaire n°99 018 du 1er février 1999. De plus, une seule calculatrice est admise sur la table, et aucun échange n'est autorisé entre les candidats.

Vous indiquerez avec précision la référence de chaque question traitée ; toute réponse devra être justifiée. Si le texte du sujet, de ses questions ou de ses annexes vous conduit à formuler une ou plusieurs hypothèses, il vous est demandé de la (ou les) mentionner explicitement dans votre copie. L'énoncé comporte 3 dossiers indépendants. Les différentes parties présentes au sein de chaque dossier sont indépendantes entre elles.

Le dossier 2 comporte deux documents réponses (DR) à rendre avec la copie.

Le barème est donné à titre indicatif.

La société KRYPTON, créée en 2000 à Nantes, évolue dans le secteur de la Vidéo à la Demande (VOD). Ce secteur s'est développé au cours des dernières années grâce à l'évolution de la technologie numérique et au développement des réseaux à très haut débit.

Des programmes audiovisuels peuvent maintenant être livrés à la demande sur un nombre très importants de supports vidéo (ordinateur, téléviseur, tablette, console de jeux, smartphone...) permettant au consommateur de composer instantanément le programme de son choix et de le visionner en streaming (lecture en direct d'un flux vidéo sans téléchargement).

La société KRYPTON a profité du mécontentement du public à l'égard des chaînes de télévisions câblées dont le prix de l'abonnement très élevé a amené de nombreux clients à résilier leur abonnement. KRYPTON s'est développée en proposant des vidéos généralistes dont elle acquiert les droits de diffusion auprès des producteurs ou des éditeurs, son catalogue comprend plus de 20 000 titres répartis dans diverses catégories : films, documentaires, jeunesse, séries, animations....

La société a également profité d'un contexte français favorable : forte pénétration en France du haut débit, équipements connectés présents dans un nombre croissant de foyers.

Le partenariat qu'elle a signé avec des grands opérateurs du domaine des télécommunications lui permet, également, de distribuer ses vidéos auprès d'un nombre considérable de clients comprenant des particuliers, mais également des hôtels, des résidences de tourisme, des établissements de santé et divers autres lieux accueillant du public.

Le nombre limité de titres de son catalogue est compensé par un puissant moteur de recommandations capable d'anticiper et de proposer à l'abonné un contenu adapté à ses goûts. Après s'être connecté au site, le client voit s'afficher une page d'accueil contenant des suggestions de vidéos qui sont à l'origine de 70% de visionnages.

La société rencontre un grand succès auprès des consommateurs, son nombre d'abonnés croît de manière exponentielle mais ses bénéfices sont encore faibles du fait des lourds investissements nécessaires.

Annexe 4 - Compte de résultat des exercices 2016 et 2015 de la société WAFER MADRIE

	2016	2015
Production vendue de biens	21	32
Production vendue de services	5 338	4 924
dont exportation de services	2 988	2 922
Chiffres d'affaires	5 359	4 956
Production stockée	(57)	(6)
Subventions d'exploitation	87	168
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges (1)	609	447
Autres produits		
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	5 998	5 565
Achats de matières premières	804	848
Variation de stock (matières premières)	(53)	(36)
Autres achats et achats externes	1 385	1 405
Impôts, taxes et versements assimilés	169	136
Salaires et traitements	2 352	2 107
Charges sociales	997	931
Dotations aux amortissements (sur immobilisations)	134	131
Dotations aux dépréciations (sur immobilisations)		
Dotations aux dépréciations (sur actif circulant)	93	76
Pour risques et charges : dotations aux provisions	305	410
Autres charges	103	4
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	6 289	6 012
RESULTAT D'EXPLOITATION	-291	-447
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises financières aux amortissements et provisions		
Différences positives de change	186	114
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	186	114
Dotations financières aux amortissements et provisions	1	
Intérêts et charges assimilés		1
Différences négatives de change	69	29
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	70	30
RESULTAT FINANCIER	116	84
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-175	-363
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	6	46
Produits exceptionnels sur opérations en capital (2) (3)	31	2
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	30	
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	67	48
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	30	1
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	30	1
RESULTAT EXCEPTIONNEL -	37	47
Impôts sur les bénéfices	-171	-80
BENEFICE NET DE L'EXERCICE	33	-236
(1) dont transfert de charges	22	0
(2) dont QP de subvention virée au compte de résultat	6	0
(3) dont produits de cession d'éléments d'actif	25	2

DOSSIER 1 – Calculs de coûts et de rentabilité (7 points)

ACTIF	2016 (brut)	Amort. et dép.	2016 (net)	2015 (brut)	Amort. et dép.	2015 (net)
ACT. - CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE	25		25			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
Concessions, brevets et droits similaires	220	204	16	204	203	1
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
Terrain	72	59	13	72	57	15
Constructions	525	470	55	525	451	74
Installations techniques... indus.	13 320	12 908	412	13 235	13 005	230
Autres immobilisations corporelles	912	851	61	875	835	40
Avances et acomptes	189		189	186		186
IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
Prêts	13		13	20		20
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	15 251	14 492	759	15 117	14 551	566
Stocks de matières premières	507	67	440	476	55	421
Stocks de produits finis	96	7	89	154	17	137
Encours de production de services	62		62	40		40
Clients et comptes rattachés	774	17	757	747	116	631
Autres créances	514		514	302		302
Disponibilités	1 012		1 012	1 087		1 087
Charges constatées d'avance	7		7	27		27
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 972	91	2 881	2 833	188	2 645
Ecart de conversion actif	1		1	0		0
TOTAL GENERAL	18 249	14 583	3 666	17 950	14 739	3 211

PASSIF	2016	2015
Capital social	1 710	1 610
Primes liées au capital	417	367
Réserve légale	48	48
Autres réserves	100	100
Report à nouveau	(870)	(634)
Résultat de l'exercice	33	(236)
Subventions d'investissements	54	
TOTAL CAPITAUX PROPRES	1 492	1 255
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	289	410
Emprunts et dettes auprès des étab. de crédit (1)	135	150
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	442	332
Dettes fiscales et sociales	885	736
Dettes sur immobilisations	113	
Autres dettes	309	308
Produits constatés d'avance		11
TOTAL DETTES	1 884	1 537
Ecart de conversion passif	1	9
TOTAL GENERAL	3 666	3 211
(1) dont concours bancaires courants accordés par des banques	18	15

La création d'une plate-forme de VOD suppose le développement d'étapes techniques et le recours à des compétences spécifiques.

La société propose l'accès à son vaste catalogue de titres grâce à un abonnement permettant à l'abonné de visionner les vidéos en streaming, sans publicité, sur un ou plusieurs écrans, selon l'offre choisie.

KRYPTON propose également un accès temporaire à une vidéo moyennant le paiement d'un droit de visionnage modique.

Travail à faire

A partir des annexes 1 et 2,

1- Méthodes des centres d'analyse (calculs pour le mois de janvier 2017).

- Déterminer, selon la méthode des centres d'analyse, le coût de revient unitaire du visionnage d'une vidéo faite par un abonné « particulier » (le contrôleur de gestion souhaite connaître le détail de chaque composante de coût, et vous propose d'arrondir chaque coût unitaire à la quatrième décimale).
- Déterminer le résultat mensuel en fonction de chaque catégorie de client.
- Conclure quant aux intérêts et limites de la méthode des coûts complets.

Le contrôleur de gestion n'est pas satisfait par la méthode actuelle de répartition des charges indirectes, il pense que les résultats calculés sur les abonnés professionnels et les clients occasionnels sont erronés et souhaite mettre en œuvre la comptabilité par activité.

2- Méthode ABC (calculs pour le mois de janvier 2017).

- Rappeler les étapes de la mise en œuvre d'une méthode de calcul des coûts à base d'activités (ou méthode ABC).
- A partir de la matrice des activités, faire les regroupements nécessaires et calculer le coût des inducteurs arrondis à quatre décimales.
- Déterminer, selon la méthode ABC, le coût de revient unitaire du visionnage d'une vidéo faite par un abonné « particulier » (le contrôleur de gestion souhaite connaître le détail de chaque composante de coût).
- Commenter les différences obtenues avec la question a) du 1. Expliciter à partir de vos résultats la notion de subventionnement.

3- Etude de rentabilité

- Les calculs de coûts démontrent l'insuffisance de rentabilité de l'activité « clients occasionnels ».
- Une étude plus approfondie montre que les coûts fixes mensuels spécifiques à cette activité s'élèvent à 140 000€.
- Déterminer le nombre de visionnages mensuels qui permettrait à cette activité d'atteindre son seuil de rentabilité.
 - On considère qu'il est difficile d'augmenter le nombre de visionnages mensuels des clients occasionnels au-delà de 350 000, de combien faudrait-il augmenter le prix de vente d'une vidéo pour que cette activité soit rentable ?

Annexe 1 – Société KRYPTON - Système actuel de calculs de coûts

Les données sont issues de la comptabilité de gestion du mois de janvier 2017.

Prix de vente.

	Prix de vente	Nombre d'abonnés/clients	Nombre moyen de visionnages par abonné (ou client) et par mois
Abonnement permettant à un particulier de visionner sur un écran unique :	10 € par mois	400 000 abonnés	4
Abonnement permettant à un particulier de visionner sur quatre écrans en simultané :	15 € par mois	850 000 abonnés	16
Abonnement permettant à un professionnel de visionner sur cinquante écrans en simultané :	50 € par mois	12 000 abonnés	40
Droit de visionnage d'une seule vidéo :	1 € par vidéo	200 000 clients occasionnels	1

Charges variables mensuelles

Les charges suivantes varient en fonction du nombre de visionnages :

Reversements :	
Reversements aux ayants droits (éditeurs, producteurs....)	7 000 000 €
Reversements aux sociétés de droits d'auteurs :	230 000 €
Diffusion / distribution :	
Frais de bande passante :	640 000 €
Frais de protection :	330 000 €
Commissions / taxes versées aux opérateurs	4 500 000 €

Charges indirectes fixes mensuelles

Les charges indirectes d'un montant total de 4 770 000 € ont été réparties dans trois centres d'analyse :

Technologie : le centre « Technologie » est en charge de la maintenance de toutes les applications et matériel. Il assure également l'exploitation de la plate-forme VOD et est responsable de la diffusion des vidéos. Le coût total affecté à ce centre est de 410 000 € par mois. Son unité d'œuvre est le nombre de visionnages.

Edition/marketing : ce centre est responsable de l'acquisition des droits de diffusion des vidéos, de la gestion des abonnés, de la conception de bande annonce, de moteur de recommandation permettant de suggérer à chaque abonné des vidéos conformes à ses goûts. Le coût total affecté à ce centre est de 1 620 000 € par mois. Son unité d'œuvre est le nombre d'abonnés.

Frais généraux : Ses missions regroupent l'administration des ventes (encaissements, déclarations et reporting aux ayants droit), les finances, la comptabilité, la trésorerie et le contrôle de gestion. Le coût total affecté à ce centre est de 2 740 000 € par mois. Son unité d'œuvre (taux de frais) est le chiffre d'affaires hors taxes mensuel.

Calculs de coûts effectués pour le mois de janvier 2017 (méthode des centres d'analyse) :

	Abonné professionnel	Abonné particulier	Client occasionnel
Coût de revient unitaire du visionnage d'une vidéo	1,0527 €	A déterminer	0,9816 €

DOSSIER 2 - Diagnostic financier (6,5 points)

La société KRYPTON, consciente que la technologie numérique doit encore s'améliorer a investi dans le milieu des semi-conducteurs et a pris une participation dans la société WAFER MADRIE.

WAFER MADRIE propose depuis plus de trente ans des services de traitement de plaquettes de silicium de haute qualité.

La fabrication des plaquettes de Silicium suit un processus de production extrêmement rigoureux : Après l'extraction du sable par réduction dans un four, le silicium est cristallisé sous forme de barreaux de 20 ou 30 cm de diamètre, ensuite sciés en tranches de moins d'un millimètre d'épaisseur qui sont polies jusqu'à obtenir des surfaces lisses à 0,5 nanomètre près. C'est sur cette tranche de silicium appelée substrat (ou plaquette, ou wafer) que des centaines de puces sont fabriquées simultanément, grâce à la répétition ou la combinaison d'opérations élémentaires : traitement thermique, photolithographie, gravure ... Au total, ce sont plus de 200 opérations qui se succèdent pour aboutir à la naissance de la puce électronique. Cette étape est réalisée par des industriels spécialisés comme WAFER MADRIE.

WAFER MADRIE est située en Normandie sur le plateau de MADRIE proche d'entreprises spécialisées dans la production de semi-conducteurs.

L'entreprise intervient dans deux domaines principaux : la récupération de plaquettes de test qui peuvent être à nouveau repolies pour être encore utilisées comme plaquettes de test et le traitement de plaquettes en fonction des commandes des clients.

A la clôture du dernier exercice 2016, l'effectif de cette entreprise se composait de 55 employés ce qui ne représentait aucun changement par rapport à 2015.

WAFER MADRIE est une société par actions simplifiées contrôlée par la société Holding MADRIE.

Travail à faire :

A partir des annexes 3 à 8,

1. Dans quelles situations une entreprise peut-elle être amenée à amortir ses terrains ?
2. Après avoir rappelé l'utilité de la capacité d'autofinancement (CAF), déterminer le montant de la CAF en 2016.
3. Compléter la partie 1 du tableau de financement du PCG pour l'exercice 2016 (DR A à rendre avec la copie)
4. Quelles sont les critiques faites au tableau de financement et pourquoi cet outil est-il fréquemment controversé ?
5. Compléter le tableau de flux de trésorerie de l'ordre des experts-comptables (OEC) pour l'exercice 2016 (DR B à rendre avec la copie).
6. Commenter la situation financière et économique de cette entreprise sous forme de diagnostic structuré d'une vingtaine de lignes au moins abordant les notions d'activité, de profitabilité, d'équilibre financier, de trésorerie. Un positionnement de l'entreprise par rapport à ses concurrents est également attendu et votre diagnostic devra s'appuyer sur au moins trois ratios de votre choix que vous jugerez pertinents.

Les chiffres entre parenthèses représentent des montants négatifs.

Krypton envisage maintenant de passer le prix de la location d'une vidéo à 2,20€, mais d'autoriser un nombre illimité de visionnages en une semaine. Les études montrent que dans ce cas un client visionne la vidéo en moyenne deux fois.

- j) Déterminer le nombre de locations occasionnelles mensuelles qui permettrait à cette activité d'atteindre son seuil de rentabilité.
- k) Porter un jugement sur cette notion de seuil de rentabilité spécifique.

4- Réflexion stratégique

- l) Compte tenu de l'activité de KRYPTON, quels sont selon vous les premiers points stratégiques que la société doit absolument maîtriser pour garantir la distribution de ses services.
- m) Afin de développer encore ses débouchés et de compléter son offre, quel nouveau domaine d'activité stratégique pourrait proposer la société KRYPTON.

Annexe 2 – Société KRYPTON - informations complémentaires pour mettre en place la méthode ABC

Matrice des activités :

Les coûts des centres d'analyse ont été regroupés dans les différentes activités significatives repérées.

Activités	Centres d'analyse		Technologie	Edition /Marketing	Frais généraux	Inducteur
A1	Visionnage d'une vidéo		330 000	324 000		Vidéos visionnées
A2	Gestion des clients particuliers					Nombre d'abonnés particuliers
A3	Gestion des clients professionnels			162 000		Nombre d'abonnés professionnels
A4	Recherche de nouvelles vidéos à diffuser			324 000		Nombre de visionnages dans le premier mois de l'entrée au catalogue
A5	Création d'un nouvel abonnement				225 000	Nouvel abonné
A6	Prospect des futurs clients			324 000		Nouvel abonné
A7	Ecriture d'une bande annonce	20 000		162 000		Visionnage d'une bande annonce
A8	Frais de hotline		60 000			Appel d'un abonné à la hotline
A9	Signature d'un contrat de diffusion des vidéos			162 000		Coût ajouté
A10	Frais de structure				2 515 000	Coût ajouté
Total			410 000	1 620 000	2 740 000	

Le coût ajouté correspond aux charges indirectes hors frais de structure.

Détails de l'activité :

Nombre de visionnages dans le premier mois de l'entrée de la vidéo au catalogue	Abonnés		Clients occasionnels
	professionnels	particuliers	
	30 000	40 000	
	200	20 000	
Nouveaux abonnés			20 000
Nombre de visionnages d'une bande annonce		15 000	500 000
Appel à la hotline		50	10 000

Calculs de coûts effectués pour le mois de janvier 2017 (méthode ABC) :

Coût de revient unitaire du visionnage d'une vidéo	Abonné		Client occasionnel
	professionnel	particulier	
	2,2289 €	A déterminer	1,7535 €

DOSSIER 3 – Comptabilité (6,5 points)

Question 1 :

Présenter les conditions de comptabilisation d'un actif et d'un passif.

Proposer une classification du passif externe que vous enrichirez à l'aide d'exemples.

Question 2 :

L'entreprise KRYPTON, dont l'exercice comptable coïncide avec l'année civile, a fait l'acquisition d'un matériel informatique (un serveur ayant vocation à héberger des bases de données) le 16/06/2010 pour un montant de 124 000€ HT. La durée d'utilisation a été fixée par l'entreprise à 6 années. En fin de période d'utilisation, le serveur est mis au rebut.

L'entreprise a décidé d'appliquer le régime de l'amortissement dégressif conformément à l'article 22 de l'annexe II au code général des impôts. La durée d'usage admise est de 4 années.

Parallèlement, l'entreprise KRYPTON a obtenu, de la région Pays de la Loire, une subvention d'investissement de 24 000€ pour l'acquisition de ce serveur. La subvention a été reçue le 28/06/2010.

Comptabiliser au livre-journal toutes les écritures relatives à ces opérations, de l'entrée à l'actif du serveur jusqu'à sa mise au rebut.

Analyser les principes comptables qui encadrent la normalisation relative aux subventions d'investissement.

Question 3 :

Certains fournisseurs étrangers de l'entreprise KRYPTON n'acceptent des règlements qu'en dollars américains.

L'entreprise a acquis, le 01/12/2012, auprès d'un fournisseur américain, six commutateurs modulaires professionnels pour un montant de 96 000 USD. Le dédouanement a eu lieu le 08/12/2012.

Les commutateurs ont une durée d'utilisation et d'usage de 10 années. Ils sont amortis de manière linéaire.

Le règlement a eu lieu conformément au contrat à 45 jours fin de mois.

Au 01/12/2012, la parité euro-dollar est de 1,28.

Au 31/12/2012, la parité euro-dollar est de 1,25.

A la date de règlement, la parité euro-dollar est de 1,2.

Les commutateurs sont revendus le 30/04/2016 pour un montant de 44 200€ HT.

Comptabiliser au livre-journal toutes les écritures relatives à ces opérations, de l'entrée à l'actif des commutateurs jusqu'à leur revente.

Analyser les principes comptables qui encadrent la normalisation relative aux règlements en monnaie étrangère.

Question 4 :

La société WAFER MADRIE paie ses employés tous les 26 du mois.

Pour le mois de mars 2016, le montant des rémunérations brutes mensuelles est de 192 000€.

Le taux de cotisation patronale est de 42,39 % des rémunérations brutes. 78 % des cotisations patronales sont relatives à la sécurité sociale.

Le taux de cotisation salariale est de 22,68 % des rémunérations brutes. 82 % des cotisations salariales sont relatives à la sécurité sociale.

Le versement effectif aux organismes sociaux a lieu le 15 de chaque mois.

Par ailleurs, des employés ont bénéficié d'avances sur salaires. Elles seront imputées à hauteur de 4 600€ sur leur salaire versé au titre du mois de mars 2016.

Enfin, l'administration fiscale a envoyé un avis à tiers détenteur à la société. L'avis à tiers détenteur concerne un salarié, M. Parani, qui a des dettes fiscales non réglées. La société saisit donc chaque mois 432,34€ sur le salaire net de M. Parani pour le compte du Trésor Public auquel elle reverse immédiatement la somme.

Comptabiliser au livre-journal toutes les écritures relatives à la paie du mois de mars 2016.

DR B – Tableau de flux de trésorerie (option 1) de l'O.E.C. -
A rendre avec la copie.

	Eléments	Sommes
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat net		
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</i>		
• Amortissements, dépréciations et provisions (1)		
• Plus-values des cessions nettes d'impôts		
• Quote-part des subventions d'investissement virées au résultat		
Marge brute d'autofinancement		
Moins : variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		
	Flux net de trésorerie généré par l'activité (A)	
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations		
Cessions d'immobilisations		
Réduction d'immobilisations financières		
Moins : variation du besoin en fonds de roulement lié à l'investissement		
	Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés		
Incidence des variations de capital		
Emission d'emprunts		
Remboursement d'emprunts		
Subventions d'investissements reçues		
Moins : variation du besoin en fonds de roulement lié au financement		
	Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	
Variation de trésorerie (A+B+C)		
Trésorerie d'ouverture (D)		
Trésorerie de clôture (A+B+C+D)		

(1) A l'exclusion des dépréciations sur actif circulant

DR A – Tableau de financement - partie 1 –
A rendre avec la copie.

Emplois	Exercice (N)	Ressources	Exercice (N)
Distributions mises en paiement au cours de l'exercice		Capacité d'autofinancement de l'exercice	
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé		Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé	
- Immobilisations incorporelles		Cessions d'immobilisations :	
- Immobilisations corporelles		- incorporelles	
- Immobilisations financières		- corporelles	
Charges à répartir sur plusieurs exercices ^(a)		Cessions ou réductions d'immobilisations financières	
Réduction des capitaux propres (réduction de capital, retraits)		Augmentation des capitaux propres	
Remboursements de dettes financières ^(b)		Augmentation de capital ou apports	
		Augmentation des autres capitaux propres	
		Augmentation des dettes financières ^{(b) (c)}	
Total des emplois		Total des ressources	
Variation du fonds de roulement net global (ressource nette)		Variation du fonds de roulement net global (emploi net)	
(a) Montant brut transféré au cours de l'exercice.			
(b) Sauf concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.			
(c) Hors primes de remboursement des obligations.			